Extrait du Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

http://senemag.free.fr

Inde - L’eau : un enjeu social et géopolitique

- Environnement -

Date de mise en ligne : mercredi 3 fvrier 2010

Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

N en déplaise au secteur « hitech », l Inde reste en grande partie une monsoon economy, une économie rurale dépendante de la mousson. En 2009, une saison des pluies décevante la plus faible depuis 1972 a affecté la production agricole, obligeant à envisager d importer du riz en 2010, pour la première fois depuis vingt ans. La défaillance de la mousson a aggravé la sécheresse endémique de certaines régions : au Rajasthan, par exemple, les autorités ont dû décréter une réduction de 36 % des terres à blé. Quant à l aam admi (l homme de la rue), il a vu en 2009 le prix des denrées de base (sucre, riz, légumes frais et secs) augmenter de presque 20% en moyenne. Les journaux informent leurs lecteurs chaque jour des prix alimentaires et, en janvier, le gouvernement s est dit « préoccupé » par cette inflation, qui frappe durement les plus pauvres.

source : www.cetri.be - 1er février 2010

Au-delà de l agriculture, l eau est un élément-clef de toute l économie : la double croissance économique et démographique du pays pèse en effet lourdement sur les ressources naturelles, et la pression sur les réserves hydriques devient préoccupante. Un rapport publié en novembre 2009 à Washington par l organisation 2030 Water Resources Group et portant sur quatre pays émergents (**Inde**, **Chine**, **Afrique du Sud** et **Brési**l) a estimé qu en 2030, si rien ne changeait, l Inde ne pourrait subvenir qu à la moitié de ses besoins en eau.

Dans certaines régions, les pompages excessifs pour l agriculture, l industrie ou la vie quotidienne ont en effet déjà mené les nappes phréatiques au bord de l épuisement alors que les moussons capricieuses ne suffisent pas à les recharger : dans plusieurs Etats du nord (**Punjab**, **Haryana**, **Uttar Pradesh**), l affaiblissement des réserves souterraines est désormais visible sur les photos satellites.

L état des eaux de surface est également préoccupant.

Les rivières ont beau être considérées comme des divinités en Inde, elles souffrent de prélèvements inconsidérés et de pollutions industrielles et domestiques (rejets d usines, égouts urbains, pesticides...) qui rendent une bonne partie des ressources fluviales impropres à la consommation.

Cette situation a évidemment des conséquences sur l accès à une eau saine. Selon l Organisation non gouvernementale WaterAid (PDF), l accès à l eau potable de la population rurale, quel qu il soit (robinets, pompes et puits de village, sources, prélèvement dans rivières, réservoirs, canaux...), a reculé de 95% en 2005 à 66% en 2009. Dans les villes, 91% des habitants y ont accès, mais au prix d un rationnement chronique. Dans la plupart des quartiers de New Delhi, les robinets ne coulent qu une heure le matin et une heure le soir. Les résidents qui ont les moyens achètent de l eau distribuée en camions, qu ils stockent dans des citernes, mais les plus démunis, eux, doivent se débrouiller... A Bombay, capitale financière du pays, la municipalité a dû, fin 2009, limiter la distribution d eau à six jours par semaine. Ce qui ne va pas sans heurts : le 3 décembre 2009, une manifestation populaire protestant contre une première mesure de rationnement avait fait un mort.

Pour améliorer la distribution de l eau, l Inde doit d abord rénover un réseau vétuste, parsemé de fuites et de branchements illégaux, qui peine à suivre la croissance indisciplinée des villes. La municipalité de **Bombay** estime que l état du réseau fait ainsi perdre 700 millions de litres d eau chaque jour. Enfin, la gestion de l eau souffre aussi

Copyright © Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

du fractionnement des responsabilités entre de multiples organismes nationaux, régionaux et municipaux.

Face à ces incertitudes, quelques municipalités ont pris des initiatives intéressantes, comme la collecte d eau de pluie sur les toits à Chennai (ex-Madras). D autre part, la dynamique société civile indienne a su, localement, mettre en place quelques solutions inventives : bassins de rétention des pluies, assainissement par les plantes, gestion économe de l eau par les villageois...

Mais les défaillances des réseaux publics urbains font aussi le lit du privé, pour qui l assainissement et la distribution d eau constituent un marché porteur. La filiale indienne de ***Veolia*** s est ainsi vu confier le réseau municipal de **Nagpur** (Maharashtra) et a rénové celui des villes de **Hubli** et **Dharwad** (Karnataka).

La ruée vers l or bleu des industries

Si la demande agricole et domestique s accroît, l Inde doit aussi compter avec la pression des industries. Le rapport du 2030 Water Resources Group souligne que si l industrie ponctionne actuellement 16% des réserves mondiales d eau (contre 71 % pour l agriculture), ce pourcentage devrait atteindre 22 % en 2030. Le développement industriel s accompagne en effet d une grande consommation d eau, en particulier dans certains secteurs (centrales thermiques, sidérurgie, textile, papeterie...).

Elément intéressant, ce rapport définit les difficultés d accès à l eau comme « *un risque croissant pour les affaires* » et « *une menace économique majeure* » : une vision très orientée en faveur du business, qui n a rien d étonnant si l on sait que le 2030 Water Resources Group est un cabinet d études financé par des multinationales comme ***Coca-Cola*** , ***Nestlé*** , ***New Holland Agriculture*** et ***Syngenta*** , firmes intéressées au premier chef par la disponibilité en eau des pays émergents.

En Inde, le groupe suisse Syngenta, numéro trois mondial des semences, est en effet présent sur le marché du coton génétiquement modifié, plutôt gourmand en eau, et la firme de machinerie agricole New Holland Agriculture (groupe Fiat) mise sur le développement de l agriculture industrielle.

De leur côté, Nestlé Waters (19% du marché mondial des eaux embouteillées) et Coca-Cola (9%) ont massivement investi le marché indien de l eau en bouteille. Mais Coca-Cola qui possède plus de 50 unités d embouteillage en Inde et son concurrent Pepsi y sont vivement critiqués, car en faisant main basse sur un bien public qu ils revendent en petites bouteilles, ils épuisent des nappes phréatiques vitales pour la population. L usine Coca-Cola de **Plachimada** (Kerala), qui siphonnait chaque jour 1,5 million de litres d eau dans le sous-sol, a ainsi essuyé la colère des paysans voisins, qui ont, au terme de quatre années de résistance (2002 2005), obtenu d un tribunal indien la limitation des pompages (*lire Vandana Shiva, «* ***Les femmes du Kerala contre Coca-Cola*** », Le Monde diplomatique, mars 2005). L usine a ensuite été fermée, puis déplacée& quelques kilomètres plus loin.

Depuis cet épisode, les mouvements populaires contre la confiscation ou la pollution de l eau par les industries indiennes et étrangères se sont multipliés. Coca-Cola reste la cible de protestations régulières des fermiers, la dernière manifestation ayant eu lieu le 30 novembre 2009 contre le site de **Mehdiganj**, près de Varanasi (Uttar Pradesh). A la même période, des villageois de l Orissa ont également manifesté contre le bradage par le gouvernement local de terres et de l eau qu elles contiennent à deux projets industriels : 1 600 hectares pour un

Copyright © Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

site du groupe sidérurgique sud-coréen Posco à Jagatsinghpur et 4 000 hectares pour une usine d aluminium du Britannique Vedanta à Puri [1].

Dans le territoire de Chhattisgarh, les riverains de la Sheonath se sont mobilisés après que le gouvernement local a concédé l usage exclusif de cette rivière à la firme Radius Water Ltd. La construction d un barrage destiné à alimenter la zone industrielle de Borai a en effet brusquement limité leur accès à l eau potable et à l irrigation.

Cette privatisation de facto du bien commun alimente un fort mécontentement rural, en particulier chez les adivasi (populations tribales) qui n ont souvent pour seules possessions que l eau et la terre où ils vivent. Depuis plusieurs mois, un bras de fer oppose par exemple la tribu des Dongria Kondh au groupe Vedanta pour l appropriation de la montagne de Nyamgiri (Orissa), riche en bauxite. La bataille pour la préservation de ce territoire sacré, où trente rivières prennent leur source, est emblématique des conflits qui émergent entre populations et intérêts industriels.

Concurrence entre Etats

Une autre source de crises récurrentes est la gestion des bassins fluviaux communs à plusieurs Etats indiens. Quatre Etats du Sud, le **Karnataka**, le **Tamil Nadu**, le **Kerala** et **Pondichéry**, sont par exemple en conflit ouvert depuis plusieurs décennies sur l utilisation des eaux de la rivière Cauvery (Kaveri). Un tribunal mis sur pied en 1990 n a toujours pas tranché ce litige, régulièrement émaillé de manifestations et d émeutes de fermiers.

Dans l **Andhra Pradesh**, le partage de l eau au sein de l Etat a pris une tournure plus politique : il est l un des arguments avancés par les séparatistes du Telangana Rashtra Samithi (TRS) pour faire du **Telangana** un Etat à part entière, le 29e de l Union indienne. Cette région se plaint en effet depuis longtemps de son retard économique, qu elle attribue notamment au manque d irrigation, car des barrages datant de l ère britannique entraînent un partage inéquitable du cours des rivières Godavari et Krishna.

Le gouvernement de New Delhi, conscient de ces tensions intérieures sur l eau, doit pourtant faire face à un défi plus large : le développement économique du pays, dévoreur d énergie, l oblige à utiliser au maximum les ressources fluviales du pays pour répondre aux besoins en électricité hydraulique.

Compétition électrique avec la Chine

Or, la plupart des grands fleuves qui traversent l Inde sont transnationaux, ce qui oblige à une cogestion parfois problématique avec les voisins (**Pakistan**, **Népal**, **Bhoutan**, **Bangladesh**, **Chine**). Dans cette diplomatie de l eau, les relations les plus complexes sont sans doute celles entretenues avec la Chine, au sujet des fleuves himalayens.

Les deux pays affichent en effet des besoins gigantesques : ils doivent développer l irrigation pour nourrir une population de plus d un milliard d habitants, répondre à la soif consumériste de leur classe moyenne émergente et surtout, subvenir aux besoins en eau et en énergie hydraulique qu entraîne leur industrialisation rapide. Pour cela, les deux géants se sont lancés dans une politique de grands barrages.

La **Chine** a déjà équipé la plupart des fleuves qui prennent naissance sur le plateau tibétain. De son côté, New Delhi

Copyright © Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

a lancé un vaste projet d aménagement hydroélectrique du cours indien du **Brahmapoutre**, fleuve qui prend sa source au **Tibe**t et parcourt le sud-est de la **Chine** avant de traverser l **Inde** et le **Bangladesh**. Avec ce projet, il espère produire, à terme, 50 328 mégawatts (MW) d électricité, et a déjà lancé une première tranche de 20 000 MW dans l **Arunachal Pradesh**, avec un consortium composée de la firme publique National Hydroelectric Power Corporation (***NHPC***) et des groupes privés indiens Reliance Energy et Jindal Steel and Power (***JSPL***).

Mais la Chine joue les troubles-fêtes : en amont, elle envisage de détourner plusieurs affluents du Brahmapoutre pour irriguer les régions arides du Xinjiang et du Gansu. Et en dépit des promesses de transparence sur les fleuves communs [2], Pékin ne laisse filtrer aucune information sur ce projet, entretenant la méfiance des autorités indiennes. Celles-ci craignent en effet que le détournement n affaiblisse la capacité des futures installations hydroélectriques du Brahmapoutre, et surtout, que ces retenues d eau ne donnent à Pékin un contrôle sur la régulation du cours indien du fleuve. Facteur aggravant, l Arunachal Pradesh est une région frontalière indienne que Pékin revendique, et dans ce contexte, les enjeux liés au partage des eaux du Brahmapoutre ne font qu accentuer les frictions entre les deux pays.

Avec des réserves surexploitées, une distribution inégale et un développement industriel boulimique, l eau est devenue en Inde un enjeu critique. En 2005, un rapport de la Banque mondiale prévoyait un quasi-assèchement des réserves hydriques des métropoles indiennes vers 2020. Le rapport du 2030 Water ressources Group estime, lui, que la demande en eau des villes, des ménages et des agriculteurs indiens devrait doubler d ici 2030, et celle des industries quadrupler. Si un tel scénario se réalise, l Inde doit s attendre à voir les déficits s aggraver et les rivalités s accroître autour de cette ressource convoitée.

Lucide, l ancien ministre indien des ressources hydriques Priyaranjan Das Munshi avait déjà affirmé en 2006 : « *Je ne suis pas le ministre des ressources en eau, mais le ministre des conflits de l eau*. » Mais dans les difficiles arbitrages qui se profilent, quel sera le poids des populations face aux impératifs industriels ?

Bénédicte Manier

Anupam Mishra : l'ingéniosité ancestrale dans la récolte de l'eau *Avec sagesse et humour, Anupam Mishra raconte les exploits d'ingénierie réalisés depuis des siècles par les gens du Grand Désert de l'Inde pour recueillir l'eau. Ces structures sont encore utilisées de nos jours — et elles sont souvent supérieures aux mégaprojets modernes.*

SOME RIGHTS RESERVED

lire aussi sur www.liberation.fr (22 avril 2004) : ***En Inde, le Coca donne soif aux paysans***, Par Pierre PRAKASH

et sur www.tehelka.com (January 29, 2011 , en anglais) :**The Water Wars - You can lease a river in Chhattisgarh for 22 years. At just Rs. 1 per annum. While thousands go thirsty**, Par BABA UMAR

[1] Groupe métallurgique et minier (29 000 salariés), basé et coté à Londres, présidé par le millionnaire indien Anil Agarwal

[2] La Chine et l Inde se sont mis d accord en 2006 sur la constitution d un groupe d experts chargé d examiner les enjeux transfrontaliers de l eau. Une Convention de l ONU de 1997 instaure aussi un échange d informations sur l utilisation des fleuves communs.